

Chrétiens en débat

Jusqu'où les convictions religieuses peuvent-elles inspirer l'action politique ?

Alice Babin publié le 20/01/2017 LA VIE



© FangXiaNuo / iStock

Le 26 janvier prochain, de 19h30 à minuit, l'Institution des Chartreux à Lyon participe au festival de la Nuit des Idées et organise une « Nuit de la théologie » avec, en deuxième partie de soirée, un débat sur la place de la religion dans nos choix politiques et sociétaux. Intervenants de ce débat, le philosophe Jean-Philippe Pierron et la théologienne Marion Muller-Colard défrichent la question pour *La Vie*.

« Comment nos convictions religieuses et spirituelles peuvent-elles nous guider dans nos choix politiques et sociétaux ? » C'est en ces termes que la Nuit de la théologie interrogera la rencontre entre religieux et politique. « Ce qui est sûr, c'est qu'il faut avoir du courage pour poser ces questions aujourd'hui », lance d'emblée le philosophe Jean-Philippe Pierron. Pour ce doyen de la faculté de philosophie Jean Moulin-Lyon 3, nous vivons dans un temps « où il ne faut pas dire que... » : ne pas dire que l'on croit ou que l'on ne croit pas, ne pas dire que l'on vote, ou que l'on ne vote pas. « Pourtant, il peut être intéressant de connaître les convictions qui animent quelqu'un ; plus encore lorsque c'est une personnalité publique ! »

Nos convictions religieuses devraient-elles à tout prix s'effacer pour laisser place à des réflexions sociétales qui soient les plus « pures » possibles ? « *C'est que les peuples ont la mémoire longue !* estime encore Jean-Philippe Pierron. *On sait que les convictions peuvent être explosives.* » Mais à ne plus rien pouvoir dire, ne prend-on pas en revanche le risque de ne plus rien pouvoir penser ? En tant que théologienne, Marion Muller-Colard explique justement « *travailler à mettre en perspective le procès de Jésus par Ponce Pilate ou sa rencontre avec la femme cananéenne pour montrer qu'ils peuvent encore parler à des femmes, des hommes, des citoyens du XXIe siècle !* »

De nombreuses associations ont été amenées à penser leur engagement via la religion, sans se revendiquer d'aucun culte.

Bien sûr, on ne pas peut tirer de l'Évangile, de la Bible ou du Coran un programme d'action concret sur un sujet tel que la sécurité sociale, par exemple. « *Mais les religions peuvent faire émerger des principes qui éclairent une réflexion* », explique le philosophe. « *En France, le dispositif juridique et politique que représente la loi 1901 permet justement à l'État de structurer la place du religieux. De nombreuses associations ont ainsi été amenées à penser leur engagement via la religion, sans se revendiquer d'aucun culte.* » Pour autant, Marion Muller-Colard désapprouve le « *Je suis gaulliste, et de surcroît je suis chrétien* » de François Fillon, estimant que cette formule « *n'apporte aucune exégèse d'un patrimoine culturel de l'humanité mais se sert simplement de ses convictions personnelles comme d'un blason, une étiquette, pour faire du marketing politique* ».

« **Ces sujets soulèvent des enjeux considérables**, souligne de son côté Jean-Philippe Pierron. *Il faut développer des espaces où il soit possible d'aborder tout ces sujets librement.* » Le philosophe fait alors allusion à la question de l'héritage religieux de l'Europe, dont la mention dans le préambule de la constitution européenne a tant fait débat. « *Il s'agissait ici d'élaborer une politique de la mémoire, de faire référence à des faits historiques. Fallait-il les occulter ? Ou préférer à "religieux" le terme plus stratégique de "spirituel" qui ouvre les horizons et permet à d'autres traditions de se déployer ?* » Le problème résiderait néanmoins dans notre définition de ce qui relèverait du privé, voire de l'intime, et ce qui relèverait du public. « *Il nous faut avant tout régler ce conflit terminologique et moral. Le port du burkini était-il d'ordre privé ou d'ordre public ?* »

Les hommes cherchent une solution définitive, un sens absolu à tout.

Plus qu'une simple tension terminologique, Marion Muller-Colard voit surtout dans ces débats un conflit d'ordre anthropologique. « *L'humain est habité par une contradiction : il aspire à être à la fois libre et dominé. Quand les hommes ne croient pas en Dieu, ils croient en la justice, en un président, en leur médecin, et en toutes leurs recettes de vie et de salut qui, auparavant, n'étaient livrées que par l'Église...* » Elle poursuit : « *Ils cherchent une solution définitive, un sens absolu à tout. Mais cette manière d'envisager le monde cloisonne le réel et nous empêche d'avancer. C'est tout l'inverse de ce que défendait Jésus de Nazareth.* »

Cette projection du pouvoir sur un objet extérieur à soi dans laquelle l'homme s'abandonnerait expliquerait pourquoi l'introduction du religieux en politique fait si peur. Bibliste avant d'être croyante, Marion Muller-Colard défend l'idée que les textes peuvent bel et bien nous inspirer dans nos choix politiques, à condition de distinguer le religieux « cloisonné dans un système fixe », du spirituel porté par l'Évangile.

« Mais une spiritualité pure, dégagée de tout dogme et de tout rituel, qu'est-ce que c'est ? » interroge Jean-Philippe Pierron. Pour Marion Muller-Colard, « ce que le christianisme n'a pas compris c'est justement que l'Évangile proposait de sortir du religieux ! Lorsque Jésus dit "Je ne vous appelle plus serviteurs je vous appelle mes amis" (Jean 15, 15), il fait de nous des sujets libres ». L'accession à soi comme sujet « libre et irremplaçable » serait pour la théologienne le fondement même des Écritures, et justifierait que politique et religieux puissent s'inspirer l'une de l'autre. Elle conclut : « Reste à savoir si notre système sociétal cherche vraiment à faire de nous des sujets libres ? ».